

Questions orales

la brochure qu'il a envoyée à plus de 1,8 million de personnes et rejettera-t-il cette taxe?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déclaré sans équivoque à la Chambre que nous ne retirerons pas cette taxe. Chaque fois que nous en discutons à la Chambre avec les députés, c'est-à-dire très souvent, nous leur demandons s'ils ont autre chose à proposer. Quelles sont les autres solutions possibles? L'opposition libérale n'a aucune autre solution à proposer. J'ai déjà demandé au chef de l'opposition et au critique financier du Parti libéral et je demande maintenant au député de Willowdale s'ils ont d'autres solutions à proposer: je serai heureux de les examiner.

L'ENVIRONNEMENT

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Comme il le sait, au printemps de 1989, le ministre de l'Environnement a promis une loi sur l'évaluation environnementale pour l'automne de 1989, et nous ne l'avons pas encore. L'automne dernier, il a promis qu'un plan d'action quinquennal serait annoncé à peu près en même temps que la présentation du budget, ce qui devrait avoir lieu dans une ou deux semaines environ.

Puisque le gouvernement a eu cinq ans pour élaborer un plan d'action et qu'il n'en a pas encore, le vice-premier ministre peut-il dire à quelle date on pense pouvoir présenter un tel plan d'action environnemental qui, selon la promesse du ministre, devrait contenir un plan d'action, une liste de mesures concrètes, les sommes qui seront dépensées et un calendrier certain? Quand l'obtiendrons-nous, en 1990 ou en l'an 2000?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député demande si le plan d'action global du gouvernement sera prêt en 1990 ou en l'an 2000.

Je peux dire au député que, après une période convenable de consultations auprès de groupes environnementaux, de l'industrie et de représentants des gouvernements provinciaux, nous déposerons à la Chambre un projet de loi et un plan d'action en 1990.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre qui voudra bien, encore une fois, répondre au nom du gouvernement. Lundi, le gouvernement a voté contre l'achèvement du réseau de parcs nationaux d'ici l'an 2000, même si le ministre de l'Environnement a déjà promis

officiellement, au nom du gouvernement, que notre réseau de parcs nationaux serait complet d'ici l'an 2000.

Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre si, oui ou non, le gouvernement fera suffisamment de planification et affectera suffisamment de ressources humaines et financières pour que notre réseau de parcs nationaux soit achevé d'ici l'an 2000?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme le député le sait, notre gouvernement a réformé la Loi sur les parcs nationaux au cours de son dernier mandat. Nous avons affecté des sommes importantes aux bâtiments et lieux historiques du Canada, et il s'agit d'argent frais.

Nous avons créé le premier parc national marin dans la péninsule Bruce, nous avons créé la réserve naturelle de la rivière Rouge et nous avons versé 106 millions de dollars pour la création d'un parc national dans une zone de développement durable dans la partie sud de l'île Moresby, initiative que le député a appuyée, j'en suis certain. Nous avons créé six nouveaux parcs nationaux qui protègent plus de 40 000 kilomètres carrés.

Monsieur le Président, voilà notre bilan. C'est une preuve incontestable de nos progrès et de nos réalisations.

* * *

LE LOGEMENT

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Habitation. La violence faite aux femmes est intolérable et on doit y mettre un terme.

En juin 1988, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, en collaboration avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, débloquent 22 millions pour aider à la création de foyers d'urgence pour les victimes de violence familiale.

À ce jour, je n'ai rien entendu de plus au sujet de ces 22 millions. À la lumière de ce qui s'est passé à Calgary lundi, où une femme a été agressée sexuellement à une intersection très fréquentée, le ministre pourrait-il informer la Chambre de ce qu'il advient de ce programme et des 22 millions qui lui ont été affectés?

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): Monsieur le Président, la députée parle d'un programme appelé Opération Refuge, en vertu duquel le gouvernement fédéral s'est engagé à payer pour quelque 500